

Au fil de la semaine

ADMINISTRATION MILITAIRE

Des beautés, comme toujours ! Sur le plateau de Saclay (Seine-et-Oise), là où poussaient tristes et poivrés, l'administration militaire édifie, pour l'apprentissage de la bombe atomique, un camp de 300 hectares. Une splendide maison à plusieurs étages a été érigée, qui aurait pu abriter des dizaines de savants. La peinture était faite, les lavabos en place, l'électricité fonctionnait. Quelque inspecteur d'avis, un jour, que la maison n'avait pas été construite à la bonne place... On est en train de la démolir, pour la reconstruire un peu plus loin.

Pendant que des milliers de sinistres attendent toujours (certains, depuis 8 ans...) qu'on veuille bien leur redonner un toit...

HIER CONTRE AUJOURD'HUI

10.000 hommes renforcés prochainement les C.R.S. et gardes mobiles, annoncent les journaux. Parions que la C.G.T. ne renouvellera pas ses manifestations d'amour de novembre 1947 aux dits C.R.S.

Ils avaient pourtant eu droit au communiqué confédéral, et tout et tout. Allons, il faut se faire une raison. Encore un virage en épingle à cheveux !

QUAND LES AILES SE BRISENT

La dernière catastrophe n'est pas vieille : un avion de dernier type reçoit l'ordre de partir par temps très froid. Il n'a pas de dégivrage. « Nous allons à la mort », dit le pilote.

Parti...
« Dis-neuf ingénieurs sont à bord. La fleur de la corporation, parait-il. Aucun n'a échappé. Mais l'administration a tellement raison qu'on n'a pas encore pu savoir qui a donné l'ordre de départ. Un registre n'indique pas qui, à cette heure, avait le droit de le donner. A défaut d'un directeur défaillant, le responsable... c'est le ministre qui l'a mis ou maintenu en fonctions. Mais le ministre... soyons sans crainte... saura s'en tirer ! »

LE MOT DE LA FAIM...

Le Gouvernement négocie l'achat de vin d'Algérie avec les commerçants et les viticulteurs nord-africains.

Allons, il y a encore du pain (de la corruption) sur la planche... Histoire de sucre... histoire sale. L'affaire du sucre brésilien est tombée à l'eau (sans doute aurait-ce été un coup dur pour les Lebadou, Sommier et Cie ?).

Mais son consortium de confitures traite actuellement une affaire importante de sucre... et en rétrocedera une partie au Ravitaillement !

Si, un jour, les raffineries françaises ferment, sans doute se seroient-elles « sucrées » auparavant grâce à M. Coué du Forestoc et à M. Abe-

li, ex-président de l'ex-comité d'organisation des confitures...
LES HOMMES NOIRS

Dernièrement décédait, à l'hôpital de Beaumont-sur-Oise, une pauvre femme de Chambly, malade depuis longtemps.

Son mari M. Le Goff s'en fut trouver le directeur des pompes funèbres de Persan afin d'assurer le service d'usage. Le malheureux veut — malheureux puisque dans la peine, infirme et dans le plus grand dénuement — demander un délai pour le remboursement de la somme de 8.500 francs qu'on lui demandait pour les frais de convoi.

Le grand chef croque-mort, en l'occurrence le camarade Vermeire, maire communiste de Persan, répondit au veuf ainsi qu'à une voisine compatissante qui essayait de fléchir cet ignoble commerçant en cadavres, que « s'il ne pouvait payer immédiatement, le corps de sa femme resterait à l'hôpital ».

Faire payer les riches fut un temps l'adage du Parti Communiste français. Aujourd'hui, les Staliniens — délaissant le vil peuple — prennent en mains les intérêts des commerçants, des industriels et des policiers...

PEINTS PAR EUX-MEMES

Dans Politiceno, Elio Vittorini, intellectuel communiste, quelque peu en marge, adresse une lettre au leader stalinien Palmiro Togliatti, au sujet de la culture et de la politique.

Tout en s'efforçant de ne pas dépasser les limites tolérées de l'auto-critique », Vittorini se permet des attaques que ne manquent pas de recevoir.

« En voici un échantillon : « Demandez-vous... quels sont les défauts, les vices de notre attitude envers la culture, qui ont pu dessécher à ce point les rapports entre politique et culture. Il nous vient souvent à l'esprit de voir l'homme spirituel qui gonfle le marxisme attiré dans son voisinage par de petits intellectuels qui s'en nourrissent et vivent grâce à lui au-dessus de leurs revenus; trop de petits intellectuels qui, incapables de vivre sur leur propre pied, deviennent des hargneux corbeilles et s'en servent comme d'un espèce de code de la culture et de la politique, prêts à réclamer de tel ou tel qui s'apparente à eux ou moins à eux, une triste adhésion conformiste, résève de problèmes commiste la leur. »

En France, ces petits intellectuels incapables de vivre sur leur propre pied ne s'appellent-ils pas Pierre Hervé, Georges Cogniot et Aragon ?

A LA SUITE D'UN ECHO

Nous avons publié le 15 janvier dernier, un écho se rapportant à l'action de « tueurs » du Commando de France.

Il nous plait aujourd'hui de reconnaître que certains éléments de ce commando n'ont en rien été mêlés à ces faits et même que quelques-uns sont maintenant au milieu de nous, dans la lutte contre tout militarisme.

Une enquête du "Lib"

(Suite du précédent numéro)

LA GUERRE ET L'OCCUPATION

En zone Nord, les Allemands finirent par interdire en 1943 l'ajisme — dépendant dont ils craignaient l'esprit frondeur. 200 militants furent déportés pour leurs activités clandestines, tandis qu'en zone Sud, Pétain, procédant avec davantage de souplesse, autorisait un mouvement d'usagers auquel il avait voulu, sans y parvenir d'ailleurs, donner des directives, dans l'esprit de l'époque.

En revanche, il imposa un organisme « technique » ayant seul qualité pour gérer et aménager les A. J.

Dès 1940, en effet, des A.J. de la première heure, récemment démobilisés, s'étaient regroupés à Uriage avec l'intention de reconstruire sur des bases nouvelles l'organisation des Auberges de Jeunesse en France.

Il s'agissait de créer un mouvement unique, puissant, officiel.

Le secrétaire général à la Jeunesse finit par s'intéresser au projet qui comportait d'abord la suppression des deux organisations existantes, puis leur remplacement par deux organismes aux buts et attributions nettement distincts.

L'un, les Auberges Françaises de Jeunesse (A. F. J.), instrument technique chargé de la création et de la gestion des Auberges, ainsi que de la formation des P. A. (parents aubergistes).

L'autre, les Camarades de la Route (C. R.), groupement éducatif pour jeunes gens des deux sexes, dont le but était de regrouper les membres des anciens groupements et de susciter de nouvelles adhésions.

Un décret réalisait les deux propositions fut rédigé en avril 1941, mais n'eut force de loi qu'en zone Sud. Les autorités d'occupation ayant toujours refusé de donner leur accord pour son application en zone Nord.

Dans cette dernière zone, les deux mouvements existaient alors, le C. R. A. J. et la F. A. J. furent admis un certain temps à continuer leur action. Mais le C. R. A. J. fut bientôt interdit et mis sous séquestre. Il reprut peu après avec une nouvelle direction reconnue sinon choisie par les autorités d'occupation. La Ligue fut interdite à son tour en août 1943.

Les Auberges de la Jeunesse

Le vent était donc à l'union et les promoteurs de ces organisations se félicitaient eux-mêmes de telles initiatives.

Cependant, Marc Sangnier, signataire au nom de la L. F. A. J. du protocole d'accord U. F. A. J. et président d'honneur du M. U. A. J., fonda quelques mois plus tard avec l'aide des milieux catholiques l'Office central des Camps et Auberges de Jeunesse (O. C. C. A. J.). Ce nouveau groupement prétendait devenir organisme technique au même titre que l'U. F. A. J. et mouvement usager tout comme le M. U. A. J. C'était un premier coup de canif dans le contrat, tant vis-à-vis de l'Union Française que du Mouvement Uni.

L'U. F. A. J. combattit pour conserver le monopole des Auberges et le M. U. A. J., après avoir expulsé un président d'honneur qui avait une conception assez singulière de l'union, se transformait en Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse (M. L. A. J.).

Au cours du Congrès (novembre 1945) où cette décision fut prise, le représentant de l'Union de la Jeunesse Républicaine (U. J. R. F.) déclarait que le Mouvement ajiste ne correspondait plus aux aspirations des jeunes et qu'en conséquence ordre allait être donné aux adhérents de l'U. J. R. F. de se retirer du M. L. A. J.

Effectivement, l'U. J. R. F. tenta de constituer quelque temps plus tard une section de plein air « Les Ajistes et Campeurs de France ».

Des camarades, dont la quasi totalité du Comité-directeur du Mouvement ajiste de zone Sud durant l'occupation, qui par leur militantisme, avaient acquis une grande influence dans les milieux ajistes et qui avaient été pour la plupart les promoteurs du Mouvement uni des Auberges de Jeunesse à la libération, édi-

ou moins bien et se défendait plus ou moins mal.

A son Congrès de novembre 1946, le M. L. A. J. décida de lutter pour obtenir la suppression de la dualité usagers-organismes technique et pour donner la gestion démocratique des Auberges aux usagers.

C'était la rupture définitive U. F. A. J.-M. L. A. J.

Devant l'attitude inamicale de l'U. F. A. J., les membres du M. L. A. J. avaient peu à peu déserté les Auberges de l'organisme technique et celui-ci voyait venir le jour où aucun usager ne fréquenterait plus les Auberges.

L'U. F. A. J. fut ainsi amenée à déléguer directement les cartes aux usagers, marquant ainsi elle-même la faillite d'une formule. Dans certaines régions, des groupes U. F. A. J. tentaient même de se constituer.

Pendant ce temps, la section de plein air de l'U. J. R. F., « Les Ajistes et Campeurs de France », végétait et les dirigeants de l'organisation reconnaissaient eux-mêmes l'échec en consultant à leurs membres de rejoindre le M. L. A. J.

L'équipe de l'U. F. A. J., considérant l'isolement dans lequel glissait de plus en plus l'organisme technique malgré l'essai de distribution des cartes et craignant l'action du M. L. A. J., décida de résoudre le problème en obtenant l'accord de l'Etat, de la C. G. T., de la Ligue de l'Enseignement, du Syndicat des Instituteurs, de la C. F. T. C., de l'Union nationale des Associations familiales, du Centre laïque des Auberges de Jeunesse, de la Ligue française des Auberges de Jeunesse et des Auberges françaises de la Jeunesse pour constituer la Fondation Française des Auberges de Jeunesse.

L'accord pour la Fondation, de la Ligue Française des Auberges de Jeunesse

LES REPERCUSSIONS FATALES

UN fait mérite d'être souligné dans la lutte que le Gouvernement mène contre la spéculation commerciale. Ministres et porte-paroles officiels, de la presse et de la radio, en appellent continuellement au public et déclarent en substance que toutes les mesures prises ne serviront de rien si les intéressés eux-mêmes ne se refusent pas à acheter n'importe quoi à n'importe quel prix, et ne se défendent pas par leurs propres moyens contre les vols quotidiens dont ils sont victimes.

On ne peut donner plus explicitement raison aux libéraux qui ont toujours prétendu que l'évolution de la société ne dépend pas des gouvernements et de l'Etat, mais de l'ensemble de la population et de son attitude, bonne ou mauvaise, heureuse ou fautive, devant les grands problèmes qui la sollicitent.

Quand une initiative officielle est juste, ce qui arrive bien rarement, elle ne réussit pas si le niveau moral de la nation ne lui permet pas d'y répondre favorablement. Inversement, quand le niveau moral — ou mental — de la nation exige telle réforme ou tel progrès, le gouvernement finit par céder et officialise ce qui est exigé et presque toujours en partie réalisé.

Dans ses grandes lignes, au cours de l'histoire, le progrès social n'a pas suivi d'autre chemin.

Aujourd'hui, les efforts gouvernementaux pour parvenir à la baisse des prix demeurent vains. Les ministres et la police sont impuissants. Pourquoi ? Parce que l'esprit et la pratique de la spéculation ont pénétré des millions et des millions de personnes qui s'en trouvent trop bien pour y renoncer. Ensuite, parce que les victimes ne savent plus se défendre.

Ce double résultat n'est pas un accident fortuit. On l'explique par les années de pénurie et de restriction que nous vivons depuis 1940. C'est en partie plausible. Mais il est une autre explication, beaucoup plus juste, et dont les éléments embrassent presque tout le problème.

Si une partie des paysans et des commerçants spéculent, ce n'est pas seulement à cause des circonstances exceptionnelles que nous traversons. Cela remonte de plus loin. Voyons d'abord les paysans. Comme tous ceux qui ont souffert et qui vivent avec un sens prolongé du temps, les paysans se souviennent des années pénibles d'un passé à la fois séculaire et récent. Jusqu'à avant 1914, misère pour le bas prix des produits, manque du confort le plus élémentaire, vie de bêtes qui faisait fuir les campagnes. Depuis 1930, dévaluation des produits, misère par l'abondance, mévente du blé et du vin. Stabilité dans l'aisance ; jamais.

Comment voulez-vous qu'avec de tels souvenirs gravés dans leur mémoire, les paysans ne profitent pas de l'occasion qui leur est offerte de gagner de l'argent ? Comment voulez-vous qu'ils aient intérêt à semer autant de blé qu'avant quand ils savent que, par malheur, les conditions atmosphériques sont trop favorables, ils risquent, la moisson étant trop abondante, d'être obligés de vendre leur blé à des prix non rémunérateurs, et de recevoir demain des circulaires ministérielles leur enjoignant de dénaturer le beau froment moissonnant dans les greniers ?

Pour les commerçants, le problème est différent. Ils vendent le plus cher qu'ils peuvent. Sont-ils bien venus de le leur reprocher, ceux qui, depuis cent cinquante ans, vantent la loi de l'offre et de la demande d'après laquelle c'est un jeu naturel et logique que les produits rares se vendent chers, et que les produits très abondants voient leurs prix baisser ?

Dans cette société où tous luttent contre tous, où chacun sait qu'il faut, pour bien vivre, tirer son épingle du jeu aux dépens de ses semblables, que l'entrepreneur, l'industriel, le commerçant, l'actionnaire ne sont pas des philanthropes, il est d'une logique absolue que, les circonstances aidant, ceux qui peuvent gagner de l'argent cherchent à le faire. L'honnêteté n'enrichit pas. Et tout vous pousse : par jalousie, par émulation, par peur du lendemain, par dépravation, fille de l'exemple des oisifs dorés, à vous enrichir.

Venons-en aux consommateurs. Ils ne se défendent pas. Ils font montre d'une lâcheté, d'une inertie, d'une veulerie écoeurante. Et c'est en vain que les gouvernants les invitent à être fermes.

Mais n'a-t-on pas fait tout pour tuer en eux l'initiative, la volonté, la révolte ? Ne touchons-nous pas là un des résultats de la castration, de la domestication morale et matérielle auxquelles se sont livrés depuis si longtemps les partis, les gouvernements, l'Etat et le syndicalisme réformiste ?

Avec une opiniâtreté inlassable, avec des moyens convergents, tous se sont efforcés à l'envi de détruire chez l'homme la capacité d'action. On lui a dit à l'école, à l'université, au parlement, dans la presse, à la radio, dans les proclamations, dans les discours électoraux et des maires de villages, à la caserne, partout, dans toutes les

occasions, que l'Etat, le gouvernement, l'administration, les ministres, les préfets, la police et les gardés champêtres sont les seuls à être chargés pour tout comprendre, tout résoudre, tout trancher. Qu'ils, les citoyens, ne devaient pas agir par eux-mêmes, mais s'adresser aux autorités « compétentes » qui statuent et prennent les mesures nécessaires. Qu'agir par soi-même c'est causer le désordre et s'exposer à des poursuites.

Le poison a pénétré, paralysé les forces, les consciences, les volontés. Kropotkine soulignait que l'appareil monopolisant la justice tuait chez les hommes le sens de la justice, en les empêchant d'intervenir contre les actes immoraux de leurs concitoyens. Il en est de même pour tout. Attendant l'arrivée des autorités, spectateurs, atterrés, regardent sur la chaussee le blessé gémissant avec une indifférence de statue. Et ils ne se défendent pas mieux qu'ils ne défendent les autres.

Abrutis, amollis par la loi, qui voit et doit tout voir et prévoir, hommes et femmes ne savent plus que geindre en attendant l'autorité. L'intervention directe, individuelle et collective, les réactions de colère qui en quelques jours mettraient à la raison tous les méchants ne sont même pas suggérées à leur imagination. L'étatisation officielle a fait son chemin. Nous sommes dressés, polis, sages, obéissants, passivement vertueux, amollis au fond de notre être. Et tous y ont contribué, tous y contribuent : les républicains prêchant la soumission au gouvernement et à la loi, les socialistes et les communistes prêchant la soumission au parti et à l'Etat, les syndicalistes réformistes prêchant la discipline à leurs troupes dévotement, et l'honneur de l'action dérivée.

A tout cela, nous opposons la pratique et la morale de la solidarité, et la volonté de réalisant par l'action concertée des hommes forgeant eux-mêmes leur destin.

Nous combattons pour la reconstruction de l'homme et le salut de l'humanité. Nous combattons pour que les hommes apprennent à s'organiser eux-mêmes, directement, par les syndicats et les coopératives industrielles et agricoles, les associations de consommateurs, les communes fédérées résolvant leurs propres problèmes grâce à l'initiative de tous et de chacun. Pour qu'au moyen des collectivités que les fonctions sociales réclament, collectivités concernant leurs efforts par spécialités d'activités, se réalise l'acceptation de la responsabilité, sans laquelle toute société marche à la décadence.

APRES LA LIBERATION

Après la libération, les anciens incapables de la L. F. A. J. et des C. R. A. J. furent en un seul mouvement d'usagers :

Le Mouvement Uni des Auberges de Jeunesse avec Marc Sangnier comme président d'honneur

Parallèlement, les membres de l'Organisation technique de zone Sud décidèrent de faire admettre sur le plan national la nécessité d'un tel organisme, calqué sur celui précédemment imposé par Vichy. Ce qu'ils firent, et leurs promesses de « démocratisation » restèrent lettre morte.

Il prit le nom d'Union Française des Auberges de la Jeunesse (U. F. A. J.) et hérita des A. J. de zone Sud et de quelques-uns existant encore en zone Nord.

L'U. F. A. J. gère actuellement 120 auberges, se prétend « organisme technique au service de tous les jeunes » et fut créée en vertu d'un accord signé par les présidents des organisations d'Auberges qui existaient avant et pendant l'occupation : la L. F. A. J., le C. L. A. J., les A. F. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (Livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complétes ». Ils y exprimaient leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas cru devoir les suivre dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. dont l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus



Une réalisation du M. L. A. J. : le relais de Piriac.

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (Livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complétes ». Ils y exprimaient leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas cru devoir les suivre dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. dont l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (Livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complétes ». Ils y exprimaient leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas cru devoir les suivre dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. dont l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (Livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complétes ». Ils y exprimaient leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas cru devoir les suivre dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. dont l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (Livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complétes ». Ils y exprimaient leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas cru devoir les suivre dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. dont l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (Livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complétes ». Ils y exprimaient leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas cru devoir les suivre dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. dont l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

F. A. Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e
Métro : Gare de l'Est
Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

- 1^{er} REGION**
- Fédération Départementale du Nord. — Après consultation des groupes de Lille et Roubaix, le congrès de la 1^{re} Région de peut être assuré.
- Le dimanche 28 mars au matin aura lieu, à Lille, une réunion des groupes du Nord au cours de laquelle les questions à porter à l'ordre du jour seront soulevées. Se mettre en rapport avec le secrétaire provincial de la Fédération du Nord, Roche Meurant, 1, rue d'Arcole, à Croix (Nord).
- Lille. — Les camarades et sympathisants sont priés de s'adresser désormais, pour tout ce qui concerne le groupe, au camarade Edouard De Mulder, 66, rue des Meuniers, 2, Cour Couron, Lille.
- Paris-19^e. — Le groupe se réunit périodiquement et organise chaque mois des conférences-débats. Pour renseignements et adhésions, écrire : Griveau Jean, 6, impasse Prévozt, Paris (19^e). Tél. : GOR-70-72.
- Paris-14^e. — Le groupe du 14^e est en voie de reconstitution. Les camarades et sympathisants désireux de prendre part à son action peuvent écrire dès maintenant au secrétaire du secteur Paris-Sud : Jean Griveau, 6, impasse Prévozt, Paris (19^e). Ils seront convoqués individuellement pour la prochaine réunion.
- Paris. Secteur 10^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 19^e, 20^e arrt.). — Réunion le jeudi 26 mars, à 20 h. 30, Café Le Tambour, 12, Place de la Bastille. Présence obligatoire de tous. Boulogne et région. — Permanence chaque dimanche de 10 à 12 h., au Café des Nations, Croissy.
- Aubervilliers. — Réunion du groupe le vendredi 26 mars à 20 h. 30, au Café de l'Hotel de Ville, Place de la Mairie. Les sympathisants sont invités.
- Courbevois (Neuilly, La Garenne). — Réunion tous les lundis sauf le 2 du mois, sous-sol de l'Hotel, 58, rue de Metz, Erment et environs. Les camarades d'Enghien, Sannois, St-Prix, Franconville, etc., sont invités que la prochaine réunion aura lieu le vendredi 26 mars courant chez Rouanne, 60, route de St-Leu, Erment, à 20 h. 30.
- Montreuil-Bagnettes. — Réunion tous les mardis à 20 h. 30, au Café du Grand Cerf (premier étage), 171, rue de Paris, Montreuil.
- Romainville. — Réunion du groupe le mardi 30 mars, à 20 h. 30, au Café du Soleil, place Carnot.
- Les sympathisants sont invités.
- Rueil. — Les camarades de Rueil sont priés de se faire connaître à Carle R. 8, quai Roter-d'Anglais à Paris, pour la formation d'un groupe. Permanence tous les jours de 19 à 21 heures même adresse.
- Villetaneuse. — S'adresser aux membres du Lib. à chaque dimanche, place du Marché.
- 2^e REGION**
- Châtellain-Marne. — Groupe en formation. Ecrire à Huard René, 29, Faubourg-St-Antoine, Châtellain-Marne au Café de Metz.
- Metz. — Le groupe est en formation. Pour tous renseignements ou adhésions, écrire ou voir : Alta, 7, rue Pasteur, Metz (Moselle).
- 3^e REGION**
- Brest. — Les membres du Groupe d'Etudes Sociales, les lecteurs de « Libertaire » et tous ceux qui veulent contribuer à organiser la véritable paix sont invités à assister à la réunion du vendredi 2 avril, 20 h. 30, Salle Proust. Exposé du secrétaire suivi de discussion.
- Que tous soient présents.
- Nantes. — Le vendredi 2 avril, 20 h. rue Jean Jaures, à 20 h. 30, Causerie par le camarade Mironau, 28, rue de Metz à Nantes. Tous les camarades sont cordialement invités.
- Saint-Nazaire. — Le groupe organise un cycle de conférences entre militants et sympathisants. Les deux premiers de l'Anarchisme : Max Stirner, Joseph Proudhon ; 2^e La révolution mécanicienne ; 3^e L'Anarchisme révolutionnaire et la technique ; 4^e Comment reconstruire Saint-Nazaire par le Socialisme libertaire.
- 4^e REGION**
- Macon. — Les groupes sont priés de s'adresser provisoirement, pour les cartes timbrées, à Marcel Chagnoux, 15, rue des Ombres.

Encore un scandale !

Nous recevons de M. Guy Tassigny, fondateur et ex-secrétaire général de la Fédération Nationale des Travailleurs déportés, copie de la lettre qu'il a adressée le 2 courant, aux membres de l'Assemblée Nationale.

Ce document, dont nous reproduisons ci-dessous l'essentiel, apporte d'intéressantes révélations sur un des nombreux scandales qui ont l'appanage de la presse conformiste, et met en lumière l'action néfaste des hommes d'affaires, pré-noms du capitalisme corrupteur.

Monseigneur le Député,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Le quotidien « Libres » devenu ensuite « Soir-Express » (actuellement en liquidation judiciaire) ayant été en difficultés financières, a été apporté sold-disant net de tout passif par MM. Bonnet et Mitterrand à une société dont le capital a été fichtement souscrit et dont les actionnaires n'étaient que des prête-noms.

Or, il existait un passif de plus de 3 millions de francs qui a été comblé par la Fédération Nationale des Déportés du Travail, organisme subventionné par l'Etat. C'est dire que ce sont les contribuables qui ont fait les frais de l'opération.

En outre, la Fédération a acheté occultement ce journal et y a engouffré plus de 13 millions de francs. Son président, M. Rosenfeld, dit Georges Beauchamp, sans doute en remerciement du service rendu, s'est vu nommé directeur du cabinet de son ami M. Mitterrand lorsque celui-ci est devenu Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Ces affirmations ressortent du rapport remis en juin 1947 par M. Alexis Roche, expert assermenté, 32, rue Etienne-Marcel, Paris, à M. Lavadox, Juge d'Instruction, à la suite de la plainte en détournements de fonds, faux et usage de faux et abus de confiance que j'ai déposée contre X, le 17 avril 1946, entre les mains de M. le Doyen des Juges d'Instruction.

Depuis le début de juillet, le dossier est dans les services de M. André Marie, Garde des Sceaux, pour qu'il fasse part de sa décision à la Section Financière du Parquet.

Il me semblerait inadmissible que la Justice, parfois si prompt à trapper les hanches, fut influencée par des considérations de politique ou de personne.

Veulliez agréer, Monsieur le Député...

G. TASSIGNY.

Le livre pour tous

NOUS voulons donner à tous la possibilité de se procurer des livres aux meilleurs prix. Pour cela, il faut d'abord supprimer les intermédiaires. C'est dans ce but que notre congrès a décidé de créer une **GUILDE D'EDITIONS**, fonctionnant par abonnements.

Nous offrons à tous les lecteurs qui auront souscrit un abonnement minimum de 500 francs à notre Guilde, la ristourne de 33 % sur les livres, brochures, édité exclusivement par le LIBERTAIRE.

Amis lecteurs, aidez-nous à lutter contre ceux qui se chargent d'abrutir le peuple par une « éducation » à sens unique. **SOUSCRIVEZ SANS TARDER.**

Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrons éditer de livres.

Envoyez tous versements à R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 5561-76 Paris.

Sans regrets

En réponse aux diques décernés par le « Télégramme de Brest » à un camarade Donnard, avocat général à la Cour d'appel de Lyon, je suis de ceux qui, lors des événements de Brest de 1935 ont pu apprécier comme un ennemi de la classe ouvrière.

Les événements eurent pour causes d'une part le prélèvement de 10 % sur les salaires et traitements et la provocation d'un amiral qui ordonna de placer des troupes et des gendarmes sur un lieu de travail dans le port de Brest, et d'autre part la révolte spontanée des ouvriers refusant de travailler sous les bâtonnets.

Deux morts, des dizaines de blessés et des dizaines de condamnations prononcées par le tribunal correctionnel où le sieur Donnard siégeait en tant que substitut, fut le bilan douloureux de ces journées.

Cet homme de loi, dans son désir de plaire aux puissants du jour, se montra féroce envers les travailleurs, demandant la prison pour eux qui ne réclamaient que le droit à la vie et le respect de leur dignité d'hommes libres.

Non Monsieur le rédacteur du « Télégramme », la classe ouvrière brestoise ne regrette pas le départ de Donnard et plaint d'avance les militants de la région lyonnaise qui seraient affaire à lui.

A.L.L.

PETITE CORRESPONDANCE

Camarade canadien demande à correspondre avec camarade français. Ecrire à : LEBLANC, 1285 Beaudry, à Montréal (Québec).

A l'auteur de l'article « Travailleurs de la mer », nous sommes heureux de mentionner de nom et adresse L'Amiral qui ne peuvent être insérés, de même que les lettres d'ailleurs être conservées à la publication sur la demande de l'auteur.

Qui me procurera petit journal « Paris ou banlieue » ? Ecrire à : LEBLANC, 1285, quai de Valmy, Paris-10^e.

A TOUS NOS MILITANTS AMIS ET SYMPATHISANTS

Il nous est signalé du Mans qu'un individu sans scrupules vient de quitter cette ville, après divers escroqueries commises envers des camarades. Voici son signalement : 1 m. 70, figure pâle, petite moustache brune à l'américaine, yeux noirs, cheveux noirs ondulés légèrement, une incisive manquante ou cassée à la mâchoire supérieure, regard fuyant. Se dit élevé par les jésuites et gagné à la cause C.N.T. et libertaire ; ne possède aucune carte ni aucun papier, soit de la F.A., soit de la C.N.T. ou de la S.I.A. Cet individu prétend avoir voyagé en Extrême-Orient ; il n'a aucun papier d'identité, ni carte d'alimentation et se fait appeler Daniel Le Guennec. En réalité, il a été reconnu comme ayant travaillé en 1940 chez Gnome et Rhône, au Mans, sous le nom de Cervino (orthographe non garantie). Le recevoir, partout où il se présente, comme il convient en pareil cas.

Nous vous mettons de nouveau en garde : tout camarade qui se présente dans un groupe ou chez des camarades et qui ne possède pas de recommandation écrite soit de la F.A., soit de la C.N.T., soit de la S.I.A. ou autres organisations amies, avec cachet de l'organisation et signature du responsable de l'organisation, doit être éconduit immédiatement. Ne vous laissez pas influencer !

Il faut écarter ces individus ignobles de nos organisations. Celles-ci ne sont pas le repaire du gangstérisme et ne doivent pas l'être.

Militants, Amis, Sympathisants, attention !

La F.A., la C.N.T., la S.I.A., la C.G.P., la M.L.E.-C.N.T.